



Going Home

La newsletter aide au retour du SEM et de l'OIM Berne N° 1/18

Editorial de mai 2018

Chères lectrices, chers lecteurs,

Compte tenu de l'actualité, les bulletins de l'année dernière ont été consacrés au 20e anniversaire du conseil en vue du retour et à la situation migratoire en Méditerranée centrale. Dans ce numéro-ci, nous revenons à notre mission centrale : le soutien aux projets. L'OIM Berne a produit pour la troisième fois, après 2010 et 2013, un rapport de monitoring sur les bénéficiaires de l'aide au retour : les principaux résultats sont présentés aux pages 2 et suivantes. Le taux de mise en œuvre est impressionnant : 95 % des personnes ayant fait l'objet d'une visite avaient commencé à réaliser leur projet.

Ni la section régionale compétente ni la section gérant les bases de l'aide au retour n'ont pu participer au voyage de service organisé en automne 2017 par l'OIM au Sri Lanka en vue de s'y informer sur l'aide au retour individuelle (programme OIM Reintegration Assistance Switzerland RAS). Deux conseillères cantonales en vue du retour ont pu les remplacer au pied levé et ainsi se faire avec OIM Berne, sur place, une idée de la situation des personnes rentrées au pays – et découvrir une fresque murale rappelant la Suisse (p. 5). Les services-conseils en vue du retour avaient été contactés en fonction du nombre de dossiers de Sri Lankais traités au cours des cinq dernières années, par ordre décroissant.

La Haute école spécialisée du Nord-Ouest de la Suisse présente en page 6 l'évaluation des conseils en vue du retour qu'elle a réalisée l'année dernière. Les principaux résultats seront pris en compte, cette année, dans la révision de la directive relative aux services-conseils en vue du retour. Ainsi, cette directive répondra mieux à la réalité du travail de terrain.

En page 9, la section régionale compétente relate le voyage de service organisé par l'OIM en 2018 au Ghana. L'OIM et le SEM ont également rendu visite à une femme rentrée au pays qui n'était pas parvenue à se rendre en Europe et qui avait réussi à

mettre en œuvre son idée de commerce après son retour à partir d'un pays de transit. À la suite de la fermeture, de facto, de la route par la Méditerranée centrale, cette approche va gagner en importance. En 2017, l'OIM a soutenu près de 20 000 migrants « échoués » en Libye lors du retour dans leur pays de provenance. Ce thème sera approfondi dans notre prochain bulletin.

Je vous souhaite une agréable lecture !

Beat Perler, chef de la Section Bases du retour et aide au retour

Contenu

1. Dossier: Monitoring Aide au retour individuelle

- Résumé rapport de monitoring
- Rapport de monitoring 2018 : focus sur l'Afghanistan

2. Echo des CVR

- Rapport du voyage de monitoring de l'OIM au Sri Lanka
- Élaboration de critères de qualité et d'efficacité pour les conseils en vue du retour

3. Compte-rendu sur le retour au pays

- Maroc, Fez
- Des impressions du monitoring
- Monitoring des projets d'aide au retour au Ghana

4. Projets actuels

- Italie

5. Divers

1. Dossier : Monitoring Aide au retour individuelle

Résumé rapport de monitoring

Bawélé Tchelim, OIM Bern

Le rapport nouveau est arrivé.

Ce fut un travail de longue haleine, mais le nouveau rapport de monitoring du projet « Reintegration Assistance from Switzerland » (RAS) est en cours de finalisation et sera incessamment publié! Le précédent rapport remonte à 2013 déjà.

Dans la continuité des rapports de monitoring précédents (ceux de 2010 et de 2013), le présent rapport a pour but de mieux cerner le profil des bénéficiaires de RAS, d'analyser l'efficacité des différentes prestations qui leur sont fournies, et d'évaluer l'impact de l'aide à la réintégration sur leur vie après le retour. Pour les besoins de ce rapport, tous les projets de réintégration approuvés par le SEM entre janvier et juin 2016 comportaient systématiquement une visite de suivi.

Quelques chiffres illustrent l'ampleur de la tâche : 234 formulaires de monitoring collectés sur une période de 12 mois, 293 bénéficiaires concernés, et des bureaux de l'OIM dans 29 pays impliqués.

Mais les résultats sont là et permettent de jeter un regard neuf sur le travail de tous les acteurs de l'aide au retour en Suisse et d'envisager de nouvelles pistes de réflexion.

Qui sont les participants au projet RAS ? Le bénéficiaire type du projet RAS est une personne de sexe masculin dont l'âge varie entre 21 et 40 ans et qui retourne seule (sans conjoints ni personne à charge) dans son pays d'origine. Peu de bénéficiaires ont séjourné dans un autre pays européen avant de venir en Suisse. En général, la décision du retour est prise moins d'un an après le départ du pays d'origine. Enfin, un bénéficiaire sur quatre quitte volontairement la Suisse déjà depuis les Centres d'Enregistrement et de Procédure, soit quelques mois seulement après l'introduction d'une demande d'asile.

Que pensent nos bénéficiaires des services qu'ils reçoivent ? Le conseil reçu en Suisse a été fortement apprécié par les bénéficiaires. 97 % des personnes interrogées étaient très satisfaites des informations reçues avant le retour. Les autres ont estimé ne pas avoir été informées qu'elles devaient soumettre des pièces justificatives à l'OIM avant le paiement de l'aide à la réintégration, qu'elles ont eu des difficultés à trouver un interprète ou qu'elles auraient aimé avoir plus de soutien sur le plan émotionnel.

93 % étaient satisfaites du déroulement de leur voyage. Les autres ont évoqué des problèmes avec leurs bagages, les formalités d'immigration à l'arrivée ou pour s'orienter durant les transits.

Et que se passe-t-il après le retour ? Les bénéficiaires contactent en général l'OIM dans le premier mois suivant leur retour. Pour quatre bénéficiaires sur cinq, la réintégration s'est déroulée sans difficulté. Les autres ont eu maille à partir avec des fournisseurs ou avec la documentation qu'ils devaient fournir pour prouver l'utilisation qu'ils allaient faire de l'aide financière qui leur a été accordée. 95 % des projets étaient opérationnels au moment du monitoring. Les autres étaient fermés, essentiellement en raison de la faiblesse de l'économie locale, de l'inexpérience du bénéficiaire ou de l'insécurité. 93 % des participants étaient satisfaits de leur situation au moment du monitoring et seuls 13 % des bénéficiaires envisageaient d'émigrer à nouveau.

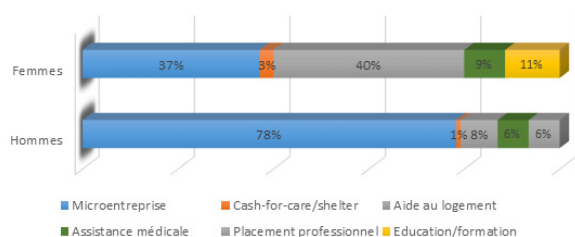


Un collaborateur de l'OIM Irak discute avec un migrant qui est retourné volontairement durant la phase de monitoring systématique.

Des chiffres, des graphiques et des analyses, il y en a à profusion dans ce nouveau rapport. Mais il comporte aussi quelques recommandations pour la suite du projet RAS. Il est suggéré par exemple de poursuivre et de renforcer le système du conseil en vue du retour et de mieux informer les bénéficiaires sur la procédure de paiement de l'aide à la réintégration et de l'importance de leur participation aux visites de monitoring. L'aide à la réintégration doit continuer à être flexible et adaptée aux vulnérabilités des participants, tant au niveau des montants accordés que de la mise en œuvre. Le rapport de monitoring a aussi mis en lumière les lacunes de certains bénéficiaires en matière de gestion d'entreprise et, par conséquent, l'importance d'étendre les formations de base en gestion de microentreprise.

Pour aller plus loin, le rapport propose de nouveaux moyens de communication avec les bénéficiaires, et une réadaptation de la fréquence et de la méthode des visites de monitoring.

Le système de l'aide au retour en Suisse connaîtra bientôt de profonds changements liés surtout à la restructuration du système de l'asile. Ce rapport de monitoring – qui sera l'une des dernières analyses du système actuel – permettra, je l'espère, d'alimenter la réflexion sur les mécanismes actuels et ceux qui devront voir le jour.



D'une façon générale, 73% des personnes interrogées avaient opté pour la création d'une microentreprise. Mais on peut remarquer que les choix opérés par les bénéficiaires de sexe féminin sont plus variés.

Rapport de monitoring 2018 : focus sur l'Afghanistan

Bawélé Tchelim, OIM Bern

Le rapport de monitoring inclut des sections dédiées à l'Afrique de l'Ouest, à l'Afghanistan et à l'Irak. Ces focus ont permis d'examiner plus en détail les informations collectées durant la phase de monitoring ainsi que les défis et les opportunités de la réintégration dans ces pays et régions.

34 visites de monitoring ont eu lieu en Afghanistan pour la préparation du rapport de monitoring 2018. Tous les bénéficiaires étaient des hommes et leur âge variait essentiellement entre 19 et 42 ans.

Certains facteurs propres à l'Afghanistan impactent la mise en œuvre des projets de réintégration.

En effet, les nombreuses guerres qu'a connues l'Afghanistan durant les dernières décennies ont causé un ralentissement de l'économie et une destruction des infrastructures.

En raison de la force des liens familiaux, les personnes qui retournent en Afghanistan reçoivent de leurs proches des conseils et des fonds additionnels pour la mise en œuvre de leur projet. Revers de la médaille : ils sont vite appelés à contribuer aux charges communes. En outre, leurs projets de réintégration sont souvent basés sur des conseils de proches alors que la compétition est souvent très forte dans les domaines vers lesquels les retournés sont orientés par leurs proches.

La situation politico-économique est en constante mutation en Afghanistan. De ce fait, la majorité des personnes qui retournent en Afghanistan méconnaissent les réalités du marché.

97 % des personnes interrogées en Afghanistan durant la phase de monitoring ont opté pour la création d'une microentreprise dans les domaines du commerce, de l'élevage ou de l'artisanat. Un bénéficiaire a reçu une aide sous forme de placement professionnel. Deux personnes ayant participé au monitoring ont fermé leur microentreprise en raison de l'insécurité dans leur localité de retour. Les autres activités étaient fonctionnelles au moment du monitoring.

Seuls trois jeunes bénéficiaires envisageaient leur futur dans un pays autre que l'Afghanistan.

Il existe donc de réelles possibilités de mise en œuvre de projets de réintégration pérennes en Afghanistan, malgré les difficultés mentionnées plus haut. Avant le retour, il est important de donner aux candidats des informations à jour, par exemple grâce au projet RIF (Swiss Return Information Fund) et à la fiche d'information sur l'Afghanistan publiée en 2017. Il faut également les orienter vers des projets qui ont un fort potentiel de succès. Des idées de microentreprise sont présentées dans le document «Ideas for Business Development», disponible à l'adresse : <http://ch.iom.int/fr/publications>.



M. A. est retourné en Afghanistan en janvier 2016. Il a reçu une visite de monitoring dans sa boutique en juillet 2016.

2. Echo des CVR

Rapport du voyage de monitoring de l'OIM au Sri Lanka

Bahar Sezer CVR BL et Ruth Fuchs CVR TG

Dimanche 22 octobre 2017

Arrivés en début de soirée à Colombo, nous et Rahul Combernous, OIM Berne, avons pris nos chambres à l'hôtel Cinnamon Red. Depuis la terrasse, nous avons eu une belle vue sur la ville. Nous avons été surpris par l'activité de construction qui y régnait

partout.

Lundi 23 octobre 2017

Notre hôtel se situait vis-à-vis du bureau de l'OIM. À 9 heures pile, nous y avons été accueillies par Priyantha Kulatunge, National Programme Officer de la Migrants Assistants Unit Colombo. Pour commencer, il nous a offert un kiri-tea, un thé noir servi avec beaucoup de lait et de sucre. Nous avons ensuite fait la connaissance du personnel du bureau OIM de Colombo, qui compte une dizaine de collaborateurs, et qui nous a expliqué ses tâches. Nous avons également pu nous entretenir brièvement avec le chef de mission italien, Giuseppe Crocetti.

À midi, nous avons fait un repas de travail avec Gisela Schluep, de l'ambassade suisse à Colombo, auquel Priyantha a également pris part.

Les présentations de collaborateurs de l'OIM se sont poursuivies après la pause de midi. Nous avons ensuite eu la surprise, pour ainsi dire, de rencontrer M. R., qui est venu au bureau accompagné de son fils. M. R. avait séjourné de 1990 à 2015 dans le canton de Bâle-Campagne avant de revenir au Sri Lanka. Bahar le connaissait assez bien. Depuis son retour, il a pu surmonter son problème d'alcool et s'est déclaré satisfait de vivre de nouveau au sein de sa famille. M. R. et son fils ont demandé s'il était possible de toucher de l'argent pour une opération que M. R. devait subir prochainement. La réponse a été négative, car l'OIM ne dispose pas d'argent à cette fin. Bahar a indiqué qu'elle vérifierait si M. R. s'était déjà fait verser sa pension AVS en Suisse. Il s'est avéré par la suite qu'il n'avait pas encore touché sa rente. Le frère de M. R. a pu solliciter le versement récemment. Nous espérons que l'opération pourra être effectuée prochainement !

Mardi 24 octobre 2017

Départ du train pour Jaffna à 5 h 45, arrivée à midi. M. S. Suseekaran, Project Assistant de l'OIM Jaffna, nous attendait à la gare. Après un succulent repas traditionnel, nous nous sommes rendues au bureau local de l'OIM, où l'on avait réuni huit bénéficiaires de l'aide au retour, auxquels nous avons pu poser nos questions. Tous étaient apparemment satisfaits des

prestations de l'OIM et du déroulement des projets. L'un des bénéficiaires, qui avait acheté un tracteur grâce à l'aide consentie, en avait acquis deux de plus entre-temps trois et avait cinq employés.

Nous avons ensuite rendu visite à autres bénéficiaires de l'aide au retour.

M. V. était rentré en 2016 au Sri Lanka avec sa femme et leurs quatre enfants. Comme il avait vécu dans le canton de Bâle-Campagne, il a été heureux de rencontrer Bahar. Avec fierté, il nous a montré sa grande maison, qu'il avait joliment rénovée lui-même. Après une brève formation, M. V. possède maintenant un certificat qui lui permet de mener une activité de construction. Pour transporter les matériaux, il a acquis une camionnette. Seule ombre au tableau, les enfants de la famille V. ont encore la nostalgie de la Suisse.



Une partie de l'enceinte de la propriété rappelle la Suisse.

Mme S., qui avait elle aussi séjourné dans le canton de Bâle-Campagne, vit seule. Elle a réalisé son projet de ferme avicole. Comme celle-ci n'est pas encore rentable, Mme S. dépend toujours du soutien de son mari, qui vit encore en Suisse.

Mme S., de retour du canton de Saint-Gall, nous a reçues très aimablement. Son mari nous a servi du lait de coco produit à partir des noix provenant de la palmeraie située devant la maison. La somme d'argent accordée pour son projet lui a permis d'acquérir un tuk-tuk pour assurer les transports.

Sur le chemin du retour, nous avons passé devant la ruine du fort de Jaffna, lequel avait été érigé au 17e siècle. De là, la vue porte, par temps clair, jusqu'à la pointe méridionale de la péninsule indienne.

Mercredi 25 octobre 2017

Après un déjeuner typique de la région, qui nous a été servi sur une feuille de palme, nous avons pris congé des collaborateurs du bureau de l'OIM pour nous rendre en minibus à Colombo en faisant étape à Kilinochchi pour y rencontrer d'autres personnes qui étaient revenues de Suisse et rendre visite à l'agence locale de l'OIM.

Une femme âgée, qui avait habité en Suisse chez l'un de ses fils, vit maintenant au Sri Lanka chez un autre fils et son épouse. Ce fils est le seul de ses cinq enfants à être resté au pays : deux vivent en Suisse et deux en Australie. Le projet de cette famille a également porté sur l'exploitation d'une ferme avicole. Elle s'adonne en outre à la culture du riz et possède aussi une vache. En raison de la grande sécheresse qui sévit dans la région, la production de riz est de plus en plus difficile, nous explique le fils.

Nous avons ensuite rendu visite à Mme R., qui avait séjourné en Thurgovie. Elle est revenue dans la région de Jaffna après le décès de sa fille restée au pays. Son mari et une autre fille vivent encore en Suisse. La maison bien entretenue, entourée d'un jardin très soigné, se situe à la campagne. Autrefois, ces parcelles étaient jonchées de mines. Après le déminage, la famille a pu reprendre possession du terrain pour y vivre. Ensemble, nous nous sommes ensuite déplacés jusqu'à sa palmeraie où sont plantés 84 cocotiers. Comme la culture ne pourra débuter que dans 3 à 5 ans, Mme R. reste tributaire du soutien de son mari.



Devant la palmeraie de Mme R.

À Kilinochchi, nous avons rendu visite à un monsieur qui a ouvert, avec un partenaire, un magasin auquel est adjoint un restaurant. Il était tellement accaparé qu'il n'a pas trouvé le temps de s'entretenir avec nous.

Nous avons encore rapidement passé à l'agence de l'OIM à Kilinochchi, où nous avons pu remettre à un monsieur rentré au pays un chèque pour l'achat d'un tuk-tuk.

Le voyage de retour à Colombo a été très long, et nous ne sommes arrivées à bon port que vers 21 heures. Notre chauffeur a dû retourner le soir même à Jaffna.

Jeu

Avec Manee, du bureau de l'OIM à Colombo, nous sommes allées à l'aéroport pour nous entretenir avec des membres de différents services, soit le Bureau de l'immigration, le Bureau des auditions (où sont interrogées les personnes qui ont quitté illégalement le pays) et le Bureau de la sécurité nationale. Selon les fonctionnaires rencontrés, l'entrée au Sri Lanka ne poserait aucun problème. Les personnes qui rentrent au pays doivent certes répondre à des questions, mais ne rencontrent aucune difficulté si elles ont quitté légalement le pays. Celles qui étaient parties illégalement sont interrogées pendant une à deux heures.

Le fait que l'OIM accueille les personnes qui rentrent au pays directement à leur arrivée à l'aéroport semble détendre l'atmosphère.

Après avoir fait nos adieux à l'agence de l'OIM de Colombo, nous avons disposé de quelques heures pour visiter la ville. Vendredi matin, de bonne heure, nous avons embarqué pour notre vol de retour avec escale à Dubaï.

Nous avons été très heureuses de constater que les personnes auxquelles nous avons rendu visite ont pu réaliser de nombreux projets et qu'elles étaient apparemment satisfaites des perspectives qui s'ouvraient à elles dans leur pays d'origine.

Élaboration de critères de qualité et d'efficacité pour les conseils en vue du retour

Luzia Jurt et Benedikt Hassler HES du nord-ouest de la Suisse

Ayant reçu pour mandat de développer des critères de qualité et d'efficacité uniformes pour les conseils suisses en vue du retour, l'équipe de projet de la Haute école spécialisée du nord-ouest de la Suisse a pu étudier le fonctionnement du système d'aide au retour suisse et s'est ainsi trouvée face à un défi stimulant. Comment parvenir à développer des normes valables tant pour les 24 services-conseils cantonaux en vue du retour, qui connaissent différents rattachements institutionnels, que pour les conseils en vue du retour dispensés dans les centres d'enregistrement et de procédure (CEP) ?

Une analyse statistique des rapports annuels a fourni un premier aperçu des activités déployées dans les services-conseils cantonaux en vue du retour (CVR). Les différences sont considérables en ce qui concerne les objectifs annuels, le nombre de consultations ainsi que la nature et le volume de la documentation de l'activité de conseil. Bien que tous les CVR aient disposé du même modèle de référence, l'activité de conseil est documentée de manière très variée, ce qui a compliqué l'analyse statistique et limite la portée des résultats. Cependant, cette disparité a incité l'équipe de projet à développer des critères de qualité et d'efficacité en associant les acteurs pertinents aux travaux. En effet, seuls des critères utiles sur le terrain et pertinents sur le plan opérationnel sont susceptibles d'être appliqués correctement et de fournir des indications sur la qualité et l'efficacité des CVR.

Parallèlement à l'analyse statistique, nous avons mené 20 entretiens individuels avec des experts en matière de conseil en vue du retour. À ce titre, nous avons entendu des cadres de services d'aide sociale ou de services de migration, des représentants du SEM et de l'OIM ainsi que des personnes clés de Caritas, de l'Office de consultation sur l'asile, de la société ORS, de la Croix-Rouge suisse et du Centre d'assistance aux migrantes et aux victimes de la

traite des femmes. L'analyse de ces entretiens a fait apparaître des points de vue variés sur le conseil en vue du retour et donc également sur la mission des CVR et les modalités de leurs prestations. Nos interlocuteurs nous ont parlé très franchement et fait part de leurs difficultés à accomplir leur mission. Certains ont aussi insisté sur la nécessité de trouver des solutions pragmatiques et ont énergiquement défendu leurs positions.

Outre ces experts, l'équipe de projet a également entendu, dans trois groupes de discussion, les responsables des CVR cantonaux et ceux des CVR des CEP. Ces acteurs sont plus proches du terrain que les experts, d'autant plus qu'ils mènent parfois eux-mêmes les consultations et évaluent les conseillers en vue du retour. En outre, ils sont garants de la qualité des conseils et de l'utilisation efficace des outils disponibles. Il est donc essentiel qu'ils cautionnent les critères proposés. Les critères développés à la suite des entretiens individuels ou en groupes ont été discutés avec le groupe d'accompagnement par comparaison avec des références tirées des ouvrages consacrés au sujet.

Dans une dernière étape, les critères proposés ont été éprouvés dans dix CVR ayant différentes assises institutionnelles. En l'occurrence, il s'est agi de vérifier in situ leur pertinence sur le plan opérationnel. Cette partie du projet a été particulièrement passionnante pour l'équipe de projet dans la mesure où elle lui a permis de se familiariser avec le travail routinier des CVR. À ce stade, la franchise des conseillers en vue du retour nous a une nouvelle fois surprises de manière positive. En effet, cette sincérité n'allait pas de soi dans la mesure où le projet visait à développer des critères de qualité et d'efficacité. Enfin, nous avons pu nous entretenir avec 27 candidats au retour sur la manière dont ils avaient vécu les consultations.

Les enseignements tirés de tous ces entretiens ont permis de réajuster les critères. Le rapport condensé présentant les critères définitifs se trouve sur le site internet du SEM à l'adresse: <https://www.sem.admin.ch/sem/fr/home/rueckkehr/rueckkehrhilfe/rueckkehrberatung.html>.

Le travail de l'équipe de projet a ainsi pris fin. La pondération des critères, la déduction d'indicateurs concrets et l'évaluation de leur qualité et de leur efficacité relèvent de la compétence du SEM et des CVR. L'équipe de projet espère avoir contribué à asseoir aussi largement que possible les critères, à obtenir l'appui des acteurs essentiels du conseil en vue du retour, et à aider ainsi à assurer des conseils de bonne qualité dans le domaine du retour.

3. Compte-rendu sur le retour au pays

Maroc, Fez

Après avoir passé plusieurs années en Italie puis en Suisse, Monsieur L. a opté pour un retour volontaire dans son pays d'origine, le Maroc, en janvier 2017. Au préalable et après concertation avec son conseiller en vue du retour, Monsieur L. avait décidé de développer un projet de transport de matériel dans les marchés. Dans ce but, il prévoyait d'acquérir un triporteur.



Toutefois, lorsqu'il est arrivé au Maroc, il s'est rendu compte que la ville de Fez était devenue un lieu commercial important. Il a ainsi développé une nouvelle idée, et souhaitait désormais ouvrir un magasin de vente d'objets de décoration et de cuisine. La représentation de l'OIM au Maroc l'a soutenu dans cette nouvelle direction, qu'elle jugeait prometteuse, notamment parce que Monsieur L. avait déjà identifié un local avantageux et bien situé.

Grâce à l'aide à la réintégration octroyée par le SEM,

monsieur L. a pu acquérir divers objets qu'il a mis en vente dans son local. L'OIM Rabat a versé le total de l'aide financière directement au fournisseur.

A la fin de l'année, une visite de monitoring a eu lieu. Monsieur L. a indiqué être très satisfait de l'aide de l'OIM et des conseils en vue du retour qu'il a obtenus. Il a en outre expliqué qu'il a décidé de retourner dans son pays d'origine car la situation s'y était améliorée, et qu'il considérait ne pas avoir de bonnes perspectives économiques en Suisse. Il a également déclaré que les bénéfices générés par son activité professionnelle lui permettaient de subvenir à ses besoins, ainsi qu'à ceux de sa femme, avec qui il s'est marié après son retour. Son objectif à long terme est de rester à Fez et d'agrandir son magasin. En résumé, il a expliqué que sa situation était meilleure qu'avant son départ, aussi bien au niveau professionnel que privé.

Des impressions du monitoring



Monsieur Q. est retourné en Iran en automne 2016:

"My migration was not a well-informed decision and I could not achieve what I was expecting. So the return was the last and best way for me. I live in a stable situation and I am satisfied with my current situation."



Après son retour à Lagos en début d'année 2016, monsieur A. a ouvert un studio de musique. Entre-temps, il a commencé à être actif sur les réseaux sociaux et fait avancer sa propre carrière qu'il mène sous le nom d'artiste « Mr. Plana ».



Monsieur S. a investi son aide à la réintégration dans un commerce familial déjà existant à Dohuk. Il travaille régulièrement au stand de fruits et légumes et parvient avec son revenu à subvenir à ses propres besoins et ceux de sa famille.



Après son retour en Guinée, monsieur I.B. a lancé sa propre entreprise de transport à moto. Il a estimé que les cours de formation professionnelle proposés par l'OIM lui ont été très utiles dans ce contexte. « Je suis satisfait grâce aux retombées de mon projet. Ma famille est heureuse de ce soutien que je leur apporte. »

Monitoring des projets d'aide au retour au Ghana

Nicole Schlupp, SEM

Signer et apposer le cachet : les demandes d'aide au retour font partie de notre travail quotidien. Mais quelles sont ses retombées ? Peut-on réaliser un projet pertinent et durable au moyen de la somme allouée ? Les bénéficiaires sont-ils satisfaits de leur situation ou regrettent-ils leur décision de rentrer au pays ? Un voyage de monitoring au Ghana nous a offert la possibilité de nous faire une idée sur place.

Du 28 au 31 janvier 2018, Florian Brändli, de l'OIM Berne, et moi-même sommes allés à Accra pour rencontrer et questionner des personnes qui étaient revenues au pays. Le nombre de retours volontaires au Ghana a fortement diminué ces cinq dernières années, à l'instar du nombre de demandes d'asile déposées en Suisse par des Ghanéens. Alors qu'en 2012 et 2013, respectivement 59 et 78 personnes sont retournées au Ghana au titre du projet RAS (Reintegration Assistance from Switzerland), elles n'étaient plus que 12 en 2017.

Accompagnés par Doris et Emanuel, deux collaborateurs locaux de l'OIM, et d'un chauffeur de l'organisation, nous nous mettons en route. Au centre-ville,

le trafic est lent et fatigant, et il fait plus de 30 degrés. Des bouchons se forment aux feux rouges et d'innombrables commerçants ambulants, portant parfois de lourds fardeaux sur la tête, défilent entre les voitures et proposent leur marchandise : de la poche à eau aux bananes plantains et noix tigrées, des langes pour enfants aux serpillières, tout peut s'acheter aisément sans quitter sa voiture.

Hors de la ville, le trafic diminue, mais l'état déplorable des routes oblige parfois à rouler au pas. Nous rendons d'abord visite à Ebenezer, qui est rentré au Ghana il y a environ deux ans. Assis devant sa petite épicerie, il raconte que les affaires ont mieux marché au début. Les revenus suffisaient pour nourrir sa famille, qui compte trois enfants. La hausse continue du coût de la vie ainsi que des problèmes familiaux lui occasionnent maintenant des soucis, au point qu'il songe à transférer son échoppe en un lieu plus propice, où il serait aussi à l'abri de l'emprise de sa famille. Malgré tout, il ne regrette pas d'être rentré au pays.

Le projet suivant ne répond pas tout à fait à nos attentes : au lieu d'un salon de coiffure, nous trouvons un container vide. Benjamin, son propriétaire, nous explique que l'approvisionnement en électricité à l'emplacement initialement prévu était déplorable et qu'il avait de ce fait déplacé le « salon », c'est-à-dire le container, en un lieu plus propice et qu'il comptait rouvrir prochainement. Avant d'avoir quitté le Ghana, Benjamin avait déjà travaillé comme coiffeur, mais avec plus de succès grâce à sa clientèle d'habitues. Sur le nouvel emplacement, il devra s'en constituer une nouvelle.

Notre itinéraire nous ramène finalement au centre d'Accra, au marché de Kantamanto, le plus grand commerce d'habits d'occasion du Ghana. Nous y découvrons le projet de commerce sans doute le plus prospère et le plus rentable de notre voyage : dans une halle énorme et bruyante, où l'air est suffocant, Hassan vend des chaussures de seconde main. Mais ce n'est pas tout : le jeune entrepreneur dynamique nous conduit sur un toit en terrasse, tout proche, où s'entassent des montagnes de chaussures, qui sont lavées sur place puis emballées dans d'énormes sacs pour être exportées en Afrique du Sud. Oui, les

affaires marchent bien, confirme Hassan en souriant. Ce succès ne tombe pas du ciel. Hassan travaille dur, sept jours sur sept, dès le petit matin et jusqu'à tard dans la nuit. Qui plus est, le canton a complété son aide en lui versant 2000 francs supplémentaires.



Nettoyage de chaussures en vue de leur exportation

Le lendemain, nous faisons la connaissance de Monica, qui tient une épicerie dans une région plus reculée. Les nombreuses constructions en chantier aux alentours laissent espérer que la clientèle potentielle va croître un jour. Cependant, l'échoppe assure d'ores et déjà un revenu acceptable. Monica n'était jamais parvenue à gagner l'Europe, mais avait enduré bien des épreuves alors qu'elle tentait de s'y rendre : pendant deux jours, son bateau surchargé de réfugiés a dérivé en mer. Elle y a vu de gens se noyer, mourir, jusqu'à ce que les gardes-côtes libyens les interceptent enfin et les conduisent dans un camp de réfugiés en Libye. Ses deux petites filles, qu'elle avait laissées chez elle sans prévenir sa famille, lui manquaient beaucoup. C'est pourquoi elle a décidé de retourner au pays, avec 1500 euros en poche, qu'elle avait touchés d'un fonds d'aide européen destiné aux migrants qui ont échoué dans un pays tiers. Sa famille lui a pardonné son départ. Aujourd'hui, elle tient l'échoppe avec sa sœur.



Épicerie ouverte après le retour de Libye

Deux ans après son retour, Charles se retrouve les mains vides. Son projet de commerce de matériaux de construction, qu'il avait ouvert à Kasoa, ville située dans la région centrale du Ghana, a échoué. Pourtant, les débuts avaient été prometteurs. Par la suite, un client a acheté la majeure partie de son stock. Charles a accepté le chèque, qui s'est ensuite révélé faux, entraînant la faillite de l'entreprise. Aujourd'hui, Charles travaille dans le magasin d'un collègue, où il vend les maigres restes de son ancien stock.

En trois jours, nous avons rendu visite à huit personnes de retour au pays. La plupart d'entre elles étaient satisfaites de leur situation et se sont exprimées favorablement sur l'encadrement assuré par l'OIM. Cependant, la hausse constante du coût de la vie à Accra rend la tâche de plus en plus difficile pour les microentreprises. Actuellement, seule une personne n'exclut pas de retenter le voyage vers l'Europe. Dans la plupart des cas, l'aide au retour a effectivement facilité la réintégration dans le pays d'origine. Objectif atteint.

4. Projets actuels

Italie

Sonja Kyburz, OIM Berne

Depuis longtemps, l'Italie s'efforce de mettre en place une gestion globale de la migration. Plus de 600 000 migrants ont accosté en Italie au cours des quatre dernières années après avoir traversé la Méditerranée centrale. Le pays compte actuellement plus de cinq millions de résidents étrangers, dont de nombreux requérants d'asile et d'étrangers en situation irrégulière.

Depuis le mitan de 2017, l'OIM gère en Italie un réseau national de conseillers en vue du retour, dont la mission consiste, d'une part, à fournir des informations sur les programmes italiens d'aide au retour et, d'autre part, à préparer et organiser les départs volontaires.

Grâce à un financement du SEM, l'OIM Suisse organise, dans ce cadre, un échange avec les conseillers au retour OIM italiens et leur offre un appui moyennant des conseillers suisses OIM en vue du retour à partir des CEP. Dans le cadre de ce projet, des conseillers OIM en vue du retour rendront visite à leurs collègues italiens dans dix régions afin d'échanger avec eux sur les tâches quotidiennes et les méthodes de consultation éprouvées. Par ailleurs, l'OIM Suisse organisera à Rome des formations continues d'une journée pour les conseillers italiens en vue du retour. Il y sera notamment question des expériences de conseil et des méthodes de travail en Suisse ainsi que des enseignements tirés des entretiens entre conseillers OIM suisses et italiens. Dans un troisième temps, les collaborateurs OIM italiens seront invités en Suisse pour s'y informer de la manière dont les conseillers suisses travaillent. Il est prévu qu'ils visitent également des centres d'enregistrement et de procédure ainsi que des CVR.

Les connaissances ainsi acquises permettront aux collègues italiens de renforcer leur rôle essentiel dans le nouveau système global d'aide au retour.

5. Divers

Lors de l'atelier sur l'aide au retour volontaire et à la réintégration (AVRR) qui s'est tenu le 26 mars 2018 à Bangkok, Bawélé Tchalim a présenté la collaboration fructueuse que l'OIM et la Suisse mènent depuis 24 ans, une coopération à laquelle a également fait allusion le chef de mission adjoint de l'ambassade de Suisse en Thaïlande dans son allocution de bienvenue.

Impressum

Éditeur: SEM et OIM, Aide au retour communication (RüKo)

Rédaction: Sonja Kyburz, OIM
Thomas Lory, SEM

Collaboration: Pier Rossi-Longhi, OIM

Photos: © OIM, SEM

Layout: Christa Burger, SEM

Contact: SEM: 058 465 11 11
OIM: 031 350 82 11

E-Mail: info@sem.admin.ch
bern@iom.int

Internet: switzerland.iom.int
www.sem.admin.ch
www.youproject.ch